
ROXANE GARNIER

LES ÉLECTIONS PORTUGAISES
DE 1995 ET 1996
ET LEURS CONSÉQUENCES
SUR LE SYSTÈME POLITIQUE

et la rapidité de la procédure que les
garanties apportées au fond.

159

	PS	PSD	PP	PCP	PRD
législatives 95	43,9 % 112 sièges	34,0 % 88 sièges	9,01 % 15 sièges	8,6 % 15 sièges	–
européennes 94	34,8 %	34,4 %	15,5 %	11,2 %	–
législatives 91	29,1 % 72 sièges	50,6 % 135 sièges	4,4 % 5 sièges	8,8 % 17 sièges	–
législatives 87	22,2 % 60 sièges	50,2 % 148 sièges	4,4 % 4 sièges	12,1 % 31 sièges	4,9 % 7 sièges
législatives 85	20,7 % 57 sièges	29,8 % 88 sièges	9,9 % 22 sièges	15,4 % 38 sièges	17,9 % 45 sièges
législatives 83	36,1 % 101 sièges	27,2 % 75 sièges	12,5 % 30 sièges	18,0 % 44 sièges	–

160

PS : Parti socialiste

PSD : Parti social-démocrate

CDU : Centre démocratique unitaire : alliance des communistes et des écologistes

CDS-PP : Centre démocratique et social, devenu le Parti populaire (PP)

PRD : Parti rénovateur démocratique

Les élections qui ont eu lieu en octobre 1995 et en janvier 1996 marquent un tournant dans la vie politique portugaise. En l'espace de quelques mois le Portugal a renouvelé sa classe politique, par le changement d'équipe gouvernementale et par la désignation d'un nouveau chef de l'État. La sensation de fin de cycle est d'autant plus accentuée que les deux figures dominantes de la vie politique portugaise viennent de quitter le devant de la scène. Chef de l'État de 1986 à 1996, Mario Soares (socialiste) a passé le relais à Jorge Sampaio (socialiste), tandis que l'ancien Premier ministre Cavaco Silva (social-démocrate), a été remplacé le 1^{er} octobre 1995 par Antonio Guterres (socialiste). Aujourd'hui, c'est une nouvelle génération d'hommes qui s'apprête à dominer la vie publique.

La jeune démocratie portugaise fait

preuve de sa vitalité. En effet, la dynamique de l'alternance a très bien fonctionné. Le Parti socialiste dirigé par Antonio Guterres a remporté les élections législatives d'octobre 1995, avec une majorité de 43,8 % des suffrages.

Au Portugal, l'indépendance des deux plus hautes charges de l'État s'accompagne d'une déconnexion des deux élections. Seule l'élection du Parlement est gouvernementale. De même, parce qu'elles n'ont pas la même essence, les deux majorités sont autonomes et ne sont pas attributives du même pouvoir. La majorité présidentielle confie le pouvoir à une autorité impartiale, gardienne de la Constitution, garante du bon fonctionnement des institutions ; la majorité parlementaire attribue le pouvoir à un gouvernement, définissant les grandes orientations politiques. Ainsi le

1. Le PSD se situe à la droite de l'échiquier politique.

président portugais ne subit-il pas de chute dans les sondages lorsque la politique économique menée par le gouvernement est mal perçue. Inversement, la cote de popularité du président ne peut faire de l'ombre au Premier ministre. Du fait de cette autonomie, il n'y a pas nécessairement de coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. C'est d'ailleurs la règle de la discordance qui a prévalu jusqu'à présent. Or, le résultat des dernières consultations électorales suscite un certain nombre d'interrogations quant à l'évolution du système politique portugais. La démocratie portugaise, telle qu'elle a fonctionné jusqu'ici, faisait de la cohabitation un mode d'exercice original du pouvoir. Avec la fin de la cohabitation, que ces élections entraînent, le Portugal entre dans une nouvelle phase de son histoire.

I. LE RETOUR DE L'ALTERNANCE

Les sondages publiés donnaient un net avantage au Parti socialiste. Le résultat global est quasiment sans surprise. Deux millions et demi de Portugais ont voté pour Guterres et son parti, soit 44 % des voix. Un score historique dans l'histoire du PS. Même Mario Soares, leader charismatique pendant dix ans, n'a pas réussi à dépasser la barre fatidique des 40 %. Le Parti social-démocrate¹ enregistre, quant à lui, sa première défaite cuisante et se retrouve distancé de 10 points par le PS auquel il concède 375 000 voix. Alors que plus d'un million d'électeurs ont reporté leurs suffrages sur la liste socialiste.

Les Portugais ont donné au PS et à Antonio Guterres leur plus grande victoire électorale, tout comme lors des deux précédentes législatives où ils

avaient donné au PSD et à Cavaco Silva les deux triomphes les plus marquants de leur histoire. Comment expliquer ces revirements d'opinion dans un pays où le scrutin proportionnel ne facilite pas de telles alternances ?

La bipolarisation de la vie politique

Au-delà des raisons de caractère politique et social qui ont provoqué la défaite du gouvernement PSD, il faut souligner deux phénomènes électoraux importants qui se sont accentués au cours de la décennie : la bipolarisation du système de partis d'une part et la formation d'un électorat volatil d'autre part. L'électorat du centre s'est désormais habitué à franchir la séparation gauche-droite en fonction des réalités du moment et à donner peu d'importance à la fidélité partisane.

Dans les années 1980, la carte électorale du pays était divisée en quatre partis : PCP, CDS, PS, PSD. Actuellement, deux partis se partagent les circonscriptions électorales : le PS et le PSD, qui représentent à eux seuls presque 80 % des voix. Cette bipolarisation s'est construite par la captation progressive de l'électorat des partis extrêmes : PCP et CDS-PP. En 1983, le PCP-APU (18 % des voix) et le CDS (12,5 % des voix) représentaient 30,5 % des électeurs, c'est-à-dire presque un tiers de l'électorat portugais. Actuellement, aucun d'eux n'atteint la barre des 10 % et ils totalisent à peine 18 % à eux deux. Le paysage politique s'articule ainsi autour de deux grands partis pivots.

L'apparition d'un électorat volatil

La mobilité de l'électorat portugais s'est déclarée avec l'apparition du Parti rénovateur démocratique du général Eanes. Désertant le PS, un million d'électeurs

(dans leur majorité anciens socialistes) ont été attirés par le PRD en 1985. Cet électorat fluctuant, qui soutient l'expérience partisane du général Eanes, se tourne deux ans plus tard vers le PSD. Le PRD, laminé, n'y survit pas. Aujourd'hui, c'est le PS qui, sous la houlette d'Antonio Guterres, a su capter l'électorat versatile. Cette masse d'électeurs, qui oscille entre l'abstention, la droite et la gauche, représente 20 % de l'électorat, soit 1 300 000 électeurs.

L'alternance se joue au centre

162

A la veille des élections, l'électorat volatil domine les sondages. Il fait pencher la balance en faveur des sociaux-démocrates en 1987 et 1991 et des socialistes en 1995. C'est à ce noyau d'électeurs indécis que s'adressent les discours des principaux partis au cours de la campagne. C'est aussi la stratégie adoptée par Antonio Guterres, depuis qu'il succède, en 1992, à Jorge Sampaio à la présidence du PS. En effet, un des mérites d'Antonio Guterres est d'avoir compris que l'alternance se jouait au centre. Alors que certains membres de son parti, et Mario Soares en particulier, préconisaient l'unité à gauche en opérant un rapprochement avec les communistes, Antonio Guterres a fait de la conquête de l'électorat central le fer de lance de la bataille des législatives. Il a commencé par assouplir le discours socialiste, délaissant les dogmes idéologiques, pour privilégier la connaissance des dossiers. Il a su, par ailleurs, dépasser les querelles internes et garder le cap des échéances électorales. C'est ainsi qu'il a mené son parti à la victoire des municipales en 1993, avec cinq points d'avance sur son rival à droite. Le faible succès remporté aux européennes de 1994 (0,4 % de différence par rapport au PSD) contribue,

d'une certaine façon, au redressement qu'opèrent les socialistes à partir de 1993. L'année 1995 a débuté avec le retrait de Cavaco Silva de la course aux législatives. Il est évident que, sans la présence de l'ancien Premier ministre, la récupération de l'électorat social-démocrate s'est avérée plus facile pour Guterres, le vote social-démocrate étant davantage un vote pour l'homme que pour le parti lui-même. En effet, l'ancien Premier ministre a fait bénéficier son parti d'une plus-value de 15 %.

Une victoire personnelle de Guterres

Les trois secrétaires généraux qui se sont succédé à la direction du PS après le retrait de Soares en 1985, Victor Constâncio, Jorge Sampaio et Antonio Guterres, n'ont cessé d'éprouver les pires difficultés à s'émanciper de la tutelle exercée par le chef de l'État. L'ascension d'Antonio Guterres n'a donc pas été facile. Depuis son élection à la tête du parti en février 1992, jusqu'à son élection à la tête du gouvernement, Guterres a dû se battre à l'intérieur de son propre camp et notamment contre les soaristes, pour faire admettre ses idées. En réalité, peu de socialistes pariaient sur lui. On l'envisageait plutôt comme un secrétaire général temporaire. En ce qui concerne son image auprès de la population, il a cultivé le sens de la modération. Il se dit socialiste, mais il va à la messe tous les dimanches. Il est le leader de l'opposition, mais il sait reconnaître les mérites du gouvernement. Il est un homme de gauche, mais il ne veut pas s'allier avec les communistes. Enfin, au cours de la campagne, il a substitué le poing à la rose comme emblème du Parti socialiste.

La stabilité gouvernementale est maintenue

Le PS a été élu à la majorité relative. Il lui manque 4 sièges pour obtenir la majorité absolue, mais la stabilité de ce gouvernement reste assurée, puisqu'il obtient plus de sièges que le PSD et le PP réunis. Seule une alliance improbable de toutes les forces d'opposition, comprenant le PSD, le parti d'extrême droite et le Parti communiste, peut renverser le gouvernement. Une telle coalition insolite s'est pourtant déjà produite lorsqu'en 1987 le Parti socialiste de Victor Constâncio, le PRD de Eanes et le CDS de Freitas do Amaral se sont unis pour faire tomber le gouvernement de Cavaco Silva. Cette union s'est révélée infructueuse. L'électorat portugais a sanctionné cette alliance contre nature en reconduisant le PSD et en lui apportant sa première majorité absolue. C'est à partir de cette date que la vie politique portugaise a commencé à se stabiliser.

Vers une parlementarisation accrue ?

Aujourd'hui, le PS est assuré de pouvoir légiférer et contribue ainsi à maintenir la stabilité gouvernementale. Toutefois, les Portugais incitent le gouvernement à plus de modestie. Guterres l'a, lui-même, bien compris, puisqu'il déclare que « les Portugais ont fait un double choix : celui de la stabilité » en donnant au PS un mandat pour gouverner, « et celui du dialogue » puisque la majorité n'est pas absolue mais relative. Si le PS peut se passer des voix du PCP pour légiférer, il ne pourra cependant pas faire l'économie du dialogue avec l'opposition. La véritable attente des Portugais est un changement de ton de la majorité.

L'absence de débats parlementaires qui a caractérisé la période cavaquiste s'est accompagnée d'un recul de l'Assemblée. Sous les deux législations précédentes, la majorité écrasante du PSD a eu tendance à négliger la concertation et le dialogue. Le style autoritaire de Cavaco Silva a fini par lasser. Les Portugais espèrent que la nouvelle configuration de l'Assemblée va réveiller un hémicycle où l'on est habitué à suivre les consignes de la majorité. La promesse de réconcilier les citoyens avec le système politique, formulée par Antonio Guterres lors de la campagne, est d'ailleurs une des clefs de son succès.

163

L'échec du PSD

Pour la première fois depuis 1983, le PSD se trouve écarté du pouvoir. A l'issue des législatives de cette même année, le Parti social-démocrate, à l'époque dirigé par Carlos Mota Pinto, intègre le gouvernement Soares dans une coalition insolite droite-gauche. Cette coalition ne résistera pas à la réorganisation interne du PSD, qui élit en 1985 Cavaco Silva à sa tête. Celui-ci dénonce l'alliance gouvernementale de son parti avec le PS, ce qui entraîne, un mois plus tard, des élections législatives anticipées. Élu à la majorité relative, le PSD, largement renoué par Cavaco Silva, impose son style dans un système de partis miné par les divisions au sein de la gauche, notamment entre le PS et le nouveau parti du général Eanes, le PRD (Parti renouvateur démocratique). En 1987, la motion de censure déposée par la gauche, qui renverse le gouvernement, est suivie d'un raz de marée social-

2. De la couleur fétiche du Parti social-démocrate.

3. Après le retrait de Cavaco Silva en février 1995, Fernando Nogueira est le nouveau leader du PSD.

démocrate. Les consultations électorales suivantes confirment la percée du PSD, inaugurant les années « orange »². Seule formation politique à obtenir à elle seule la majorité absolue, le PSD doit son triomphe au dynamisme de son leader : Cavaco Silva

Le rejet de l'État orange

L'analyse des résultats des législatives de 1995, circonscription par circonscription, indique que la chute du PSD de Fernando Nogueira³ s'est opérée de façon très égale sur tout le territoire. Il a perdu environ un électeur sur trois par rapport à 1991, soit presque 1 million de voix.

Plusieurs facteurs ont causé ce revirement de l'opinion, depuis la nette victoire du PSD en 1991. Outre l'image négative laissée par les scandales à répétition, la défaite du PSD s'explique aussi par le rejet de l'État orange et plus généralement par la lassitude de l'électorat à l'encontre du cavaquisme. Les votes d'octobre et de janvier derniers traduisent le mécontentement d'une couche de la population qui juge sévèrement l'attitude de Cavaco Silva envers le président et les autres instances démocratiques. Fustigeant ce qu'il appelait les « forces de blocage », l'ancien Premier ministre se disait victime de l'action de Mario Soares et du tribunal constitutionnel. D'autre part, les électeurs, qui avaient voté massivement pour Cavaco Silva, ont été déçus par la politique de rigueur mise en place par le gouvernement social-démocrate. Mais ce sont surtout les thèmes abordés pendant les deux campagnes électorales – la transparence de la vie politique, la bureaucratie – qui ont déclenché un fort courant anti-cavaquiste. En insistant sur un thème aussi sensible que la corruption, le PS a su

catalyser les mécontentements. Le clientélisme reconnu du PSD a conduit Antonio Guterres à se faire le chantre de l'État impartial. Durant toute sa campagne, celui-ci a promis d'élaborer une « nouvelle culture politique » plus respectueuse de l'arbitrage présidentiel, de l'opposition et de tous les autres organes de la Constitution. La victoire des socialistes peut s'interpréter comme la volonté de changer la manière de faire de la politique. Le nouveau gouvernement a déjà inauguré une forme différente de gouverner : le Premier ministre s'adressera une fois par mois au Parlement et un débat aura lieu à l'Assemblée avant chaque conseil européen.

La remontée du Parti populaire

L'autre fait marquant de ces élections est la montée du Parti populaire de Manuel Monteiro. Rappelons qu'en février 1995 le CDS (démocrates-chrétiens) est devenu, sous la houlette de Manuel Monteiro, le Parti populaire. Le PP tient un discours patriotique et anti-européen, il symbolise la droite populiste. Ce parti de la droite nationaliste a progressé de façon spectaculaire dans les grandes villes, notamment à Lisbonne où il obtient son meilleur score. Il enregistre l'un des résultats les plus importants de son histoire avec une progression de 4 points par rapport à 1991. Il confirme ainsi son implantation parmi les classes moyennes urbaines.

Le maintien relatif du Parti communiste portugais

Le leader du Parti communiste, Carlos Carvalhas, peut s'estimer content : le score de son parti est honorable (8,6 % des suffrages). Malgré la bipolarisation croissante de la vie politique, le PCP a réussi à se stabiliser. En outre, l'électorat communiste a résisté à l'appel des

socialistes en faveur du vote utile. En maintenant son électorat, en évitant que celui-ci se déplace vers le PS, le Parti communiste n'a pas subi le même sort que le CDS qui avait vu chuter son score à 4,4 % des voix au profit du PSD. Toutefois, il n'a pas les moyens de négocier avec les socialistes, à moins de s'allier avec l'extrême droite, ce qui paraît peu probable pour les raisons mentionnées.

II. LA FIN DE LA COHABITATION

Après dix ans d'absence au gouvernement, la victoire des socialistes, aux législatives d'octobre dernier, a amorcé la fin d'un cycle qui s'est achevé avec l'élection de Jorge Sampaio à la présidence. Ce cycle était celui de la coexistence depuis 1985 entre un président de gauche et un gouvernement de droite.

La vague rose

Depuis 1993, les socialistes ont remporté toutes les élections nationales : des municipales de 1993 jusqu'à la présidentielle de 1996. Ils détiennent aussi les deux plus grandes villes du pays : les mairies de Lisbonne et de Porto. Si l'élection de Sampaio s'inscrit dans cette onde socialiste, dégagée aux législatives, c'est surtout le mouvement anti-Cavaco Silva qui lui a permis d'être élu. Cette vague socialiste qui vient de déferler sur le Portugal entraîne dans son mouvement la fin de la cohabitation.

La jeune démocratie portugaise avait fait de la cohabitation un mode d'exercice original du pouvoir. Depuis la II^e République, en 1976, une guérilla institutionnelle s'était déclarée entre les deux têtes de l'exécutif. Il s'agissait alors, pour le président comme pour le Premier ministre, de défendre leur place

dans le nouveau régime. Le général Eanes, héritier de la révolution des Œillets, cherchait à imposer sa vision présidentiale des institutions. Il s'est opposé au Premier ministre socialiste, Mario Soares, farouchement attaché, quant à lui, à une conception parlementariste. La cohabitation entre les hommes fut difficile. Mais c'est surtout, à partir de 1981, avec les gouvernements de droite de Sa Carneiro, puis de Balsemao, que les échanges furent les plus vifs. La guérilla s'est par la suite apaisée, pour devenir une cohabitation institutionnelle plus ou moins courtoise. Ce sont finalement Cavaco Silva et Mario Soares, les deux principaux acteurs du jeu politique de ces dernières années, qui ont apporté de la clarté dans la répartition des rôles entre les deux branches du pouvoir. Désormais, c'est la vision parlementariste qui domine : le chef du gouvernement dirige la politique du pays, tandis que le président est le gardien des valeurs démocratiques et de l'État de droit.

La nouvelle concordance des élections

Il résulte d'une lecture rapide des rythmes électoraux que le système politique portugais a connu, mis à part les deux gouvernements dits présidentiels de Eanes entre 1978 et 1979, une pratique constante de la cohabitation. Élections présidentielles et parlementaires successives ont amené au pouvoir des hommes de majorités opposées. Certains auteurs ont souligné à ce propos la préoccupation qu'avait l'électorat portugais de l'équilibre ; équilibre qui, jusqu'alors, n'avait pas permis l'hégémonie d'un seul parti, présent à tous les échelons du pouvoir.

Cette fois-ci, la règle de la discorde n'a pas fonctionné. Le chef de l'État et

le Premier ministre sont désormais de la même couleur politique. Sampaio est, depuis le 14 janvier 1996, le troisième président du Portugal. Il devance son rival à droite, Cavaco Silva, l'ancien Premier ministre, de 8 points. Agé de 56 ans, il succède à Mario Soares, qui quitte le palais de Belem après deux mandats consécutifs de cinq ans.

La volonté d'apaisement

166 L'élection de Jorge Sampaio à la tête de l'État va dans le sens de l'apaisement souhaité par la population. La dégradation des relations au sommet de l'État entre le président et le Premier ministre a fini par entamer la popularité de Cavaco Silva. Son style autoritaire dans l'exercice du pouvoir a fait craindre à un certain nombre de personnes le retour de la guérilla institutionnelle sur la scène politique. Aussi, le vote pour Sampaio apparaît en grande partie comme un vote sanction ; c'est ce que démontre le sondage *Expresso/Europexpansao*, du 8 décembre 1995 (un tiers des personnes qui soutiennent Sampaio le font pour sanctionner Cavaco Silva). Avocat de formation, Jorge Sampaio a un passé qui témoigne de son intégrité. Il a entrepris d'assainir la gestion financière de la capitale, et dans une campagne largement dominée par les scandales financiers, ceci était un atout. Il donne l'impression d'être un homme de dialogue. En effet, ancien dirigeant du PS, il a opéré un rapprochement avec les communistes à la mairie de Lisbonne. Moins agressif et autoritaire que son rival, il rassure. Selon lui, le président est le garant de la stabilité, un arbitre impartial et non un

contre-pouvoir. C'est ce qui lui fait ajouter qu'en aucun cas il ne représentera le PS à la tête de l'État.

La première expérience d'élection présidentielle

Au palais de Belem, c'est en somme un socialiste qui succède à un socialiste. Le Portugal n'a pour l'instant pas connu de président de droite. La révolution des Œillets est encore dans toutes les mémoires, et il semblerait que l'ancrage historique et idéologique des chefs d'État soit important aux yeux des Portugais. La lutte contre la dictature confère aux candidats de gauche une dimension inégalée. D'ailleurs, tous les chefs d'État portugais sont crédités d'une légitimité historique. Le premier d'entre eux, le général Eanes, faisait partie du Mouvement des forces armées qui a préparé la révolution des Œillets. Mario Soares, de son côté, était un opposant. Quant à Jorge Sampaio, il organisa les grèves d'opposition à la dictature.

Pour la première fois depuis 1976, un candidat social-démocrate se présente à l'élection présidentielle. Jusqu'à présent, le PSD ne s'était jamais investi dans la course à la présidence. En 1976, l'homme fort du PSD de l'époque appuie la candidature d'Eanes, « parce que ce dernier est le plus modéré du Mouvement des forces armées ». En 1980, alors que la guérilla institutionnelle bat son plein, Sa Carneiro ne concourt pas à la présidence, mais préfère soutenir la candidature du général Soares Carneiro, qui finalement échoue. En 1985, le PSD ne réussit toujours pas à présenter de candidat. Cavaco Silva, le

4. C'est une allusion aux « gouvernements présidentiels » du général Eanes entre 1978 et 1979.

successeur de Sa Carneiro, soutient Freitas do Amaral qui, pour la circonstance, abandonne la présidence du CDS. C'est finalement Soares qui est élu. En 1991, faute d'avoir un candidat à la hauteur de Soares, le PSD décide de soutenir le président sortant. Dès l'annonce des résultats des législatives de 1995, nombreux sont les membres du PSD à encourager la candidature de Cavaco Silva. Durrao Barroso (numéro 2 du PSD) déclare que la candidature de Cavaco est nécessaire pour « maintenir l'équilibre institutionnel ». Ce n'est pourtant pas ce qu'ont retenu les Portugais. D'après un sondage, publié dans *Expresso*, le 30 décembre 1995, 68,4 % des personnes interrogées estiment que l'ancien Premier ministre créerait des difficultés au nouveau gouvernement s'il était élu.

L'héritage de Mario Soares

Le nouveau chef de l'État devra répondre à un certain nombre d'interrogations quant à sa position dans l'équilibre institutionnel, créée par ses prédécesseurs, et notamment Mario Soares. Théoricien de la « magistrature d'influence », ce dernier a marqué de son empreinte la charge présidentielle.

Il a cherché à éviter ce qu'il considérait comme les deux excès contraires du système politique portugais : un président aux fonctions « uniquement symboliques de représentation de l'État », et un « président exécutif » intervenant de manière excessive⁴. Sa fonction a été celle d'un modérateur et d'un garant de la constitutionnalité. Sans entrer en concurrence avec le Premier ministre, l'activité du chef de l'État s'est traduite par un contrôle permanent de l'action du

gouvernement. Pour cela, il a utilisé toutes les armes constitutionnelles qui étaient à sa disposition, notamment le droit de veto. Et, s'il le fallait, il n'hésitait pas à manifester son désaccord. Mario Soares ne s'est d'ailleurs jamais privé d'intervenir dans les débats publics, ayant une conception active de son rôle politique. Toujours, il a défendu ses pouvoirs face à la majorité écrasante du Premier ministre à l'Assemblée. Souvent, il s'est fait l'écho officiel des mécontentements, plaçant parfois le gouvernement de Cavaco Silva dans l'embarras. Le chef de l'État tire de l'onction populaire une légitimité suffisante pour imposer son autorité. Si le président doit être le garant de la paix sociale, il ne doit pas pour autant se retrancher derrière une neutralité circonstance, rappelant celle des présidents sous le régime de Salazar. Mario Soares a surtout cherché à mettre en œuvre une « magistrature d'influence » en étant en quelque sorte le médiateur entre les forces sociales et les pouvoirs publics. La notion de magistrature d'influence correspond dans la pensée de Mario Soares à une fonction d'arbitre, et de modérateur, à « l'instance de dernier recours » que constitue selon lui la présidence. Apaisant les tensions et les divisions, il a, à plusieurs reprises, contraint le gouvernement à une modération qu'il n'aurait pas eue sans ses interventions. Sa popularité s'est du reste consolidée sur ses « présidences ouvertes » au cours desquelles il déplaçait le siège de la présidence dans une région du pays pour ausculter la vie des citoyens et soutenir certains secteurs touchés par la crise.

L'avenir du système politique portugais

Déjà une première question se pose. La fin de la cohabitation ne va-t-elle pas modifier la nature de la démocratie portugaise telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent ? La magistrature d'influence de Mario Soares a permis une revalorisation très nette de la fonction présidentielle, et les Portugais ont plébiscité cette interprétation de la Constitution faite par le président sortant. Reste à savoir maintenant quel usage Jorge Sampaio fera de cet héritage. Bien sûr, il est trop tôt pour savoir quelle place va prendre la fonction présidentielle dans cette nouvelle configuration des pouvoirs, mais il est clair que le Portugal s'oriente vers une parlementarisation croissante de son système politique. Si, comme le souhaite le gouvernement, les projets de loi seront davantage débattus à l'Assemblée, le dialogue gouvernement-parlement risque de ternir le dialogue gouvernement-président. Jusqu'à présent, Mario Soares jouait le rôle de contrepoids face à la majorité absolue. Désormais, le gouvernement Guterres trouve en l'Assemblée son partenaire privilégié.

Le Portugal, il ne faut pas l'oublier, est une démocratie encore jeune comparée à celle de la plupart des pays de l'Europe occidentale. Les premières élections démocratiques datent de 1976. Après quelques années de gouvernements minoritaires et instables, le système politique portugais semble avoir trouvé son rythme. La vie politique se bipolarise entre le PS et le PSD. Mais la frontière idéologique entre ces deux principales formations politiques s'estompe. Ainsi, la politique économique de Guterres ne

devrait pas varier de celle de son prédécesseur. En définitive, l'enjeu de ces élections concernait l'équilibre institutionnel avec, pour toile de fond, l'avenir de la cohabitation. Dominées par la perspective de l'après-Soares et de l'après-cavaquisme, elles inaugurent une nouvelle période fondée sur la concorde des majorités. Le Premier ministre et le président sont, désormais, de la même couleur politique et, de toute évidence, la nature de leurs relations va s'en trouver modifiée. Quoi qu'il en soit, ces élections confirment le solide enracinement de la démocratie portugaise, vingt ans après l'avènement de la II^e République en 1976.